

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION, 843^e
SÉANCE

Lundi 19 novembre 1962,
à 10 h 50



NEW YORK

SOMMAIRE

Points 33 et 94 de l'ordre du jour:

Conséquences économiques et sociales du
désarmement: rapport du Secrétaire général
transmettant l'étude du groupe d'experts
consultants nommés aux termes de la ré-
solution 1516 (XV) de l'Assemblée générale
(suite) 303
Programme économique de désarmement
(suite)

Page

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

POINTS 33 ET 94 DE L'ORDRE DU JOUR

Conséquences économiques et sociales du désarmement:
rapport du Secrétaire général transmettant l'étude du
groupe d'experts consultants nommés aux termes de la
résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale (A/5199;
A/5203, chap. II; A/C.2/L.647 et Add.1, E/3593/Rev.1,
E/3593/Add.1 à 5) [suite]

Programme économique de désarmement (A/C.2/L.646)
[suite]

1. M. TODOROV (Bulgarie) dit que, dans leurs dé-
clarations sur le développement économique, de nom-
breuses délégations ont souligné sous une forme ou
sous une autre les conséquences extraordinaires favo-
rables qui résulteraient pour le développement écono-
mique en général du désarmement général et complet,
ainsi que ses effets sur le problème consistant à
vaincre le retard considérable des pays en voie de
développement. Il fait observer que de l'étude du
Groupe consultatif d'experts sur les conséquences
économiques et sociales du désarmement (E/3593/
Rev.1) on peut tirer quatre conclusions principales:
le désarmement général et complet libérerait de vas-
tes ressources; vu l'énormité des besoins à satisfaire,
il n'y aurait pas de difficulté à leur trouver des
utilisations pacifiques; leur utilisation favoriserait
le progrès des pays sous-développés en libérant leurs
propres ressources, en augmentant l'assistance qu'ils
reçoivent et en améliorant la coopération interna-
tionale; un désarmement général et complet n'aurait
aucune conséquence économique ou sociale défavorable
et toutes difficultés temporaires qu'il pourrait susciter
seraient aisément surmontables. Le devoir est donc
clair d'appuyer sans réserve tous les efforts pour
réaliser le désarmement, qui ne peut que bénéficier
à l'humanité tout entière.

2. Aux paragraphes 6 et 7 du dispositif de sa réso-
lution 891 (XXXIV), le Conseil économique et social
a proposé certaines nouvelles mesures, mais M. Todo-

rov estime que le temps paraît venu de franchir une
autre étape: diriger les efforts vers l'établissement
de programmes initiaux plus précis, à la lumière de
l'étude du Groupe consultatif. La délégation bulgare
se félicite donc de l'initiative prise par la délégation
de l'URSS en présentant un projet de déclaration et
un projet de résolution sur l'affectation à des besoins
pacifiques des moyens et ressources libérés grâce
au désarmement (A/C.2/L.646), parfaitement confor-
mes aux objectifs que se proposait le Conseil. Ces
textes esquissent quelques-unes des mesures qui pour-
raient être prises utilement par les pays occidentaux
industrialisés, par les pays socialistes et par les
pays en voie de développement, ainsi que des projets
de développement de grande envergure couvrant des
continents entiers.

3. La délégation bulgare croit que les consultations
entre le Secrétaire général par intérim et les gouver-
nements des pays sous-développés, proposées par la
délégation de l'URSS au paragraphe 3 de son projet
de résolution, auraient des résultats très utiles et que
les commissions économiques régionales y joueraient
un rôle important.

4. L'étude du Groupe consultatif, les débats au Conseil
économique et social et à la Commission et les pro-
positions soumises à cette dernière soulignent tous
l'utilité de travaux plus poussés de planification
— internationale, nationale et locale, publique et
privée — des utilisations à donner aux ressources
libérées par le désarmement pour assurer un déve-
loppement pacifique. La préparation de pareils pro-
grammes montrerait encore plus clairement l'utilité
de ces ressources et le besoin pressant d'un désar-
mement général et complet. Il stimulerait en fait
ceux qui élaborent des mesures précises à cette fin.

5. Les Etats-Unis et certaines autres délégations ont
adopté une attitude des plus décourageantes, préten-
dant qu'une programmation par projet était illusoire
en l'absence d'un accord sur le désarmement, qu'un
programme relatif à l'utilisation des économies qui
résulteraient du désarmement manquait de fondement
raisonnable, que les consultations demandées par
l'URSS étaient vaines et qu'on ne pouvait dresser
aucun programme utile avant de connaître le montant
des ressources.

6. La conclusion inévitable à tirer de ces décla-
rations, c'est que leurs auteurs ne croient pas vrai-
ment à un désarmement général et complet. Ils ont
parlé d'un désarmement prochain, mais, priés de
préciser, n'ont fait que de vagues suggestions. Invités
à débattre un programme économique de désarmement,
ils ont argué du fait qu'on ignorait la date et les étapes
du désarmement. Pourtant, les première et deuxième
étapes des plans occidentaux de désarmement sont
longues et la durée de la troisième étape, qui
sera la plus importante, n'est pas précisée.

7. Il y a deux ans, les délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont qualifié d'utopie le désarmement général et complet. Puis, s'inclinant devant l'opinion publique mondiale, elles ont admis à regret que le seul désarmement possible devait être général et complet. Sans doute y voient-elles toujours une utopie: c'est ce que semblent indiquer leurs plans de désarmement. La seule autre explication possible, c'est que l'idée les effraie. A présent, elles croient chimérique un programme économique de désarmement, mais, d'ici moins d'un an, elles pourraient changer d'avis.

8. La proposition de l'URSS ne demande pas l'exécution immédiate de projets précis, mais fournit des idées directrices pour établir, à l'échelon national et régional, des projets et des plans destinés à employer les ressources matérielles et humaines que pourrait libérer le désarmement. Elle constitue une suite logique aux conclusions des experts nommés en exécution de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale.

9. M. STANOVNIK (Yougoslavie) considère que l'étude du Groupe consultatif d'experts sur les conséquences économiques et sociales du désarmement, l'un des travaux de recherche les plus significatifs effectués par l'ONU, prouve de façon convaincante que la réalisation d'un désarmement général et complet serait pour toute l'humanité un pur bienfait. La réfutation de la théorie selon laquelle les armements — et même les guerres — sont nécessaires au maintien de certains systèmes économiques et sociaux constitue un grand progrès dans l'élaboration de la philosophie des Nations Unies. Le désarmement est indispensable, l'équilibre de la terreur ayant prouvé qu'il n'apportait aucune sécurité et l'étude scientifique des conséquences économiques du désarmement montrant que celui-ci est faisable.

10. La Yougoslavie fonde sur ces faits sa politique de coexistence active et pacifique. La guerre entre les Etats est devenue absurde, et c'est folie de consacrer des ressources humaines et naturelles à préparer une guerre qui détruirait la civilisation. Cette folie ressort particulièrement de la comparaison entre les dépenses mondiales d'armements et celles qui sont consacrées au progrès économique et social des pays sous-développés: 40 dollars par tête et par an contre moins de 10. Une bombe atomique qui ruinerait 6 000 hectares de cultures coûte autant que l'irrigation d'un désert de même étendue. Les soldats du monde et ceux qui fabriquent leurs armes constituent une force économique de 80 millions de personnes travaillant pour détruire au lieu de créer. Il en est résulté une crise économique mondiale encore plus grave que celle des années 30.

11. Le moment est venu pour les Nations Unies de chercher des remèdes précis. La délégation yougoslave se refuse à croire que la planification soit vaine en l'absence d'un accord de désarmement général. Les efforts faits pour réaliser un désarmement général et complet souffrent d'une contradiction fondamentale entre l'état des négociations et les politiques et positions mondiales. Tandis que les opinions se rapprochent souvent dans les négociations, les politiques fondées sur la "guerre froide" et sur des "positions de force" l'emportent dans la vie pratique. Il est donc évident que le succès du désarmement dépend non seulement de négociations fructueuses, mais aussi d'un progrès de la situation mondiale réelle jusqu'au point où le désarmement peut devenir réalité.

Pour assurer ce progrès, on peut faire beaucoup en matière économique. Les contacts économiques sont quotidiens entre les nations, qui, par ces liens et échanges économiques, apprennent à mieux se connaître. Plus leur interdépendance économique s'accroît, plus il est contraire à leurs intérêts qu'un conflit détruise ces rapports et plus il est avantageux pour elles de régler leurs différends par la négociation.

12. La délégation yougoslave espère que l'étude des experts favorisera une prise de position positive non seulement chez les négociateurs du désarmement, mais aussi dans le monde entier. Pourtant, publier l'étude ne suffit pas: ce ne doit être que le début d'une action continue des Nations Unies. Les deux projets de résolution, qui indiquent la direction que cette action pourrait prendre (A/C.2/L.646 et A/C.2/L.647 et Add.1), loin de s'exclure, se complètent dans une certaine mesure. Une nouvelle étude des conséquences économiques et sociales du désarmement s'impose évidemment, mais il faut fixer la nature des études à entreprendre. Si l'on veut que le désarmement n'ait pas d'effet défavorable sur le niveau de l'emploi et de l'activité économique dans les pays industriellement avancés, il est nécessaire d'étudier de façon plus approfondie le problème de la redistribution des revenus et de la modification structurelle de la production qu'entraînerait une réduction des dépenses d'armements. Il faut voir si la reconversion peut s'effectuer simplement par une réduction d'impôts, en laissant aux conditions du marché le soin d'imposer la réaffectation des ressources, ou si l'Etat doit intervenir pour consacrer les anciennes dépenses d'armements à construire une société d'abondance. Pareille étude ne serait pas seulement théorique; elle aurait une importance politique et pratique.

13. Les projections de la croissance économique des pays sous-développés appellent également une étude plus approfondie. Les études existantes sur le problème du financement international sont insuffisantes et une étude plus précise s'impose pour compléter le travail déjà avancé sur la projection de l'offre et de la demande. Une étude indiquant les effets sur le niveau de l'emploi et sur l'activité économique d'une reconversion réalisée, d'une part, avec les moyens du pays uniquement et, d'autre part, moyennant un accroissement considérable du financement international et de l'expansion des échanges serait particulièrement profitable. Des études de ce genre auraient une grande utilité pratique sans exiger un personnel trop nombreux. Il serait bon, par ailleurs, que chaque pays étudie les projets déterminés qui pourraient être réalisés avec l'aide de capitaux internationaux aussitôt que d'importantes ressources seraient libérées par le désarmement.

14. Toutefois, malgré leur importance certaine, de telles études ne suffisent pas. Des mesures pratiques s'imposent. L'accord semble se préciser dans les négociations pour le désarmement sur la nécessité de procéder par phases, malgré une certaine divergence d'opinions sur la nature de ces phases. Il convient, en examinant les conséquences de la reconversion, de tenir compte également de la façon de la réaliser. Le plus pratique serait d'affecter à l'avancement des pays sous-développés un pourcentage fixe du revenu national dont le montant serait réparti par l'intermédiaire des Nations Unies. La garantie la plus incontestable que ces ressources ne

soient pas consacrées aux armements serait leur mise à la disposition de l'ONU pour la croissance économique des pays en voie de développement. Une telle mesure aurait un double effet: elle aiderait à créer un climat plus favorable au désarmement et elle ouvrirait la voie à d'autres mesures plus énergiques et générales vers le désarmement.

15. M. TOMEH (Syrie) dit que le paragraphe 1 de l'étude du Groupe consultatif d'experts souligne bien l'importance de la question du désarmement. Toutefois, le désarmement n'est pas un objectif purement économique; il est aussi et surtout un objectif humain, car l'humanité se préoccupe avant tout de paix. Cette préoccupation a été soudainement mise en relief lors de la crise cubaine, alors que la paix mondiale était en jeu et toutes les autres considérations reléguées à l'arrière-plan. Il s'agit de savoir si l'humanité se préoccupe de paix uniquement lorsque plane une menace de guerre. La délégation syrienne fait entendre la voix des pauvres et des malheureux, qui constituent les deux tiers de l'espèce humaine. Le débat actuel doit s'élever au-dessus des considérations de la guerre froide; il traite non seulement du désarmement général et complet ainsi que des moyens de le réaliser et de le contrôler, mais aussi de la paix et de l'humanité. Le fait que l'étude ait été rédigée par un groupe d'experts qui reflètent toutes les doctrines de l'Orient comme de l'Occident et représentent toutes les régions du monde est encourageant. Les experts sont arrivés à des conclusions unanimes, que la Deuxième Commission devrait à son tour adopter à l'unanimité.

16. On ne saurait trop souligner l'urgence du problème du développement économique des pays en voie de développement. A une époque où le revenu annuel d'un milliard d'êtres humains est inférieur à 100 dollars, tandis que celui d'un milliard d'autres plus favorisés varie entre le quart et la moitié du revenu mensuel d'une famille moyenne aux Etats-Unis, les statistiques ne parviennent guère à représenter l'immensité des souffrances en jeu. Malgré toutes les mesures constructives prises pour élever le niveau de vie du monde sous-développé, le développement reste enfermé dans un cercle vicieux. Comme l'a déclaré le Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement dans un récent article, le développement ne peut être financé que par l'épargne, laquelle est inexistante au sein de populations dont le niveau de subsistance se situe au minimum vital. D'autre part, un taux toujours plus élevé d'accroissement de la population risque d'annuler les résultats des efforts de développement. L'unique moyen de sortir de ce cercle vicieux est de canaliser vers le développement les fonds libérés par le désarmement. Il faut se consacrer à nouveau au noble idéal du désarmement, car l'histoire a montré que l'humanité n'a réalisé de grands progrès que lorsqu'elle a jugulé les intérêts égoïstes.

17. Le devoir de la Commission est d'élaborer un programme qui représente un moyen terme entre deux positions extrêmes. La délégation syrienne trouve de nombreux points communs aux deux projets de résolution qui ont été soumis; tous deux soulignent le besoin de paix et reconnaissent la nécessité du désarmement. M. Tomeh espère qu'un projet de résolution unique en sera l'aboutissement, et que la Commission l'adoptera à l'unanimité.

18. M. HAKIM (Liban) rappelle que, après être arrivés à un accord sur l'objectif du désarmement général et complet et sur les principes qui doivent

le régir, l'Assemblée générale et le Comité des dix-huit puissances sur le désarmement se sont préoccupés des moyens politiques et techniques d'atteindre cet objectif par une entente entre les puissances les plus fortement armées. Il n'est donc pas nécessaire de souligner l'urgence du désarmement. Les objectifs primordiaux de paix et de survivance de l'humanité ont le pas sur les immenses avantages économiques et sociaux du désarmement, si souhaitables que soient ceux-ci.

19. Tant que se poursuit la course aux armements, les énormes ressources qui pourraient servir aux investissements et à l'élévation des niveaux de vie sont gaspillées à produire des moyens de destruction. Les crédits consacrés à la défense ont atteint maintenant dans le monde un total de 120 milliards de dollars par an, somme qui équivaut presque au revenu national de tous les pays sous-développés. Les Etats-Unis affectent à eux seuls 52 milliards de dollars pour l'exercice budgétaire 1963. Il n'est pas du ressort d'un économiste de prononcer sur ces faits un jugement moral, puisque l'économie étudie les moyens et non les fins, mais les économistes ont cependant le droit de se demander si les moyens mis en œuvre permettent d'atteindre les fins envisagées. Si les immenses sommes consacrées aux armements sont destinées à assurer la sécurité nationale, il est ironique que la sécurité mondiale et la sécurité nationale des grandes puissances sont non pas renforcées, mais diminuées. Il semble que la sécurité des puissances qui les détiennent soit en fonction inverse de la puissance des armes accumulées. On peut se demander si la sécurité nationale des grandes puissances est supérieure à celle des petites nations dépourvues d'armements. Il semble au contraire que le simple fait d'être des puissances nucléaires les place dans une situation encore plus dangereuse. Le désarmement servira donc en premier lieu l'intérêt des grandes puissances, car, dans l'éventualité d'une guerre nucléaire, elles seraient les premières à être détruites.

20. C'est pourquoi il est inutile de préconiser le désarmement dans l'intérêt de la croissance économique des pays en voie de développement, ou de mettre les grandes puissances en demeure de tenir la promesse qu'elles ont faite d'affecter dans l'avenir une partie des économies provenant du désarmement à l'aide économique aux pays moins développés, puisque leurs déclarations à cet égard représentent plutôt des déclarations de principe que des engagements. La question dont la Commission se trouve saisie est plutôt l'étude sur les conséquences économiques et sociales du désarmement, qui a été rédigée comme suite à la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale destinée à apaiser la crainte très répandue que le désarmement pourrait avoir des conséquences économiquement nuisibles ou des effets défavorables sur les exportations par les pays en voie de développement des matières premières utilisées par les usines de défense nationale des puissances hautement industrialisées. Le Groupe consultatif d'experts a répondu catégoriquement à ces craintes en assurant que des mesures appropriées, nationales et internationales, permettraient de résoudre tous les problèmes et toutes les difficultés transitoires provoqués par le désarmement.

21. La délégation du Liban ne voit aucune objection à la proposition de l'Union soviétique (A/C.2/L.646), mais estime que le projet de déclaration et le projet

de résolution qu'elle contient s'adressent essentiellement aux puissances dont le désarmement est attendu, et que, à moins que ces puissances n'acceptent cette proposition, celle-ci n'aura qu'une valeur purement théorique.

22. Le projet de résolution des huit puissances (A/C.2/L.647 et Add.1) est également acceptable pour la délégation du Liban. Il serait souhaitable que l'Assemblée générale fasse siennes les conclusions unanimes du Groupe consultatif d'experts, et il serait utile que les études complémentaires demandées soient effectuées. M. Hakim se demande toutefois si le texte va assez loin.

23. Sans vouloir faire de proposition formelle, M. Hakim estime cependant que l'étude des experts mérite mieux qu'une simple expression de satisfaction et une demande d'études complémentaires. Le moment est peut-être proche où les Nations Unies seront justifiées à demander aux Etats Membres d'exposer en termes plus clairs comment elles comptent utiliser leur part des économies provenant du désarmement aux fins du développement économique et du progrès social dans le monde. Si le désarmement n'est qu'un vague espoir pour un avenir lointain, la paix et le développement économique sont dans une situation des plus périlleuses. La délégation libanaise refuse toutefois de désespérer et poursuivra ses efforts pour l'avènement d'un monde désarmé et pacifique dans lequel les ressources consacrées à la guerre seront affectées au progrès économique et social de l'humanité tout entière.

24. M. DAVIS (Australie) dit que les vues exprimées par le représentant de la Pologne à la 841^{ème} séance paraissent à première vue logiques et convaincantes, mais il se demande si elles résisteraient à une analyse critique. D'abord, il y a la question capitale du moment. A moins qu'on ne sache si le désarmement se produira dans quelques mois, dans des années ou dans des dizaines d'années, la planification n'a guère de sens. Ensuite, il y a la question du montant. Quel pourcentage des sommes actuellement consacrées aux armements sera vraisemblablement disponible pour l'assistance aux pays en voie de développement? Même si l'on admet que le chiffre suggéré par le représentant de l'Union soviétique, à savoir 20 p. 100, pourra être atteint dans son pays, on ne peut guère demander aux autres pays de s'engager aussi généreusement au stade actuel. Enfin, on ne peut qu'émettre des suppositions sur la forme que prendra cette assistance: il pourra s'agir de donations ou de prêts officiels ou d'investissements privés; elle pourra être dispensée par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies ou d'autres organisations internationales, mais aussi faire l'objet d'arrangements bilatéraux. On ne peut guère demander au Secrétariat et aux pays en voie de développement de faire des plans hypothétiques pour l'emploi de sommes non spécifiées qui deviendront peut-être disponibles à une date indéterminée et par des voies incertaines.

25. Cette planification dans le vague n'aurait guère de chance d'augmenter la pression en faveur du désarmement. L'urgence de celui-ci est déjà universellement reconnue. Depuis de nombreuses années, par exemple, l'Australie demande avec force un désarmement complet dans le monde entier sous contrôle international efficace. Ces plans hypothétiques n'auraient guère de chance non plus de créer la confiance mutuelle entre les grandes puissances. Le représentant de l'Australie ne peut qu'exprimer le

fervent espoir que l'initiative prise par l'URSS est un gage sérieux des intentions du Gouvernement soviétique dans les négociations de désarmement qui ont lieu ailleurs. Si l'on pouvait prévoir la prochaine et heureuse conclusion de ces négociations, le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution qui figure à la suite de la déclaration soviétique serait plus à propos.

26. La délégation australienne a pris note avec satisfaction des conclusions du Groupe consultatif d'experts; M. Davis rappelle qu'elle avait appuyé la résolution 891 (XXXIV) du Conseil économique et social. L'Australie pense, comme il est dit dans cette résolution, que la réalisation du désarmement général et complet n'apporterait que des bienfaits à l'humanité tout entière. Elle pense aussi que l'Organisation des Nations Unies et les Etats individuellement devraient étudier à l'avance les conséquences économiques et sociales du désarmement. Mais il y a une immense différence entre ces études et la formulation d'un programme international d'assistance.

27. Les bienfaits d'un désarmement général seraient immenses. Mais si le désarmement complet se réalise rapidement, il y aura des problèmes d'adaptation. L'Australie, par exemple, n'est pas complètement d'accord avec le paragraphe 132 de l'étude des experts (E/3593/Rev.1). Si les préoccupations de sécurité ne sont évidemment pas étrangères au protectionnisme agricole, les considérations politiques et sociales exercent une plus grande influence. Une étude continue de ces problèmes d'adaptation serait utile non seulement aux pays qui ont de lourds budgets militaires, mais à tous les pays.

28. Pour ces raisons, la délégation australienne votera pour le projet de résolution des huit puissances (A/C.2/L.647 et Add.1).

29. M. CHOLLET (France) dit que l'étude dont la Commission est saisie montre les progrès encourageants qui ont été réalisés depuis l'adoption par l'Assemblée générale de sa résolution 1516 (XV) en décembre 1960. Il est généralement admis que le désarmement profiterait à tous les pays, quels que soient leur régime social, leur organisation économique et leur degré de développement. L'étude encourage les gouvernements à transposer sur le plan national les conclusions générales des experts. Un espoir analogue est exprimé dans la résolution 891 (XXXIV) du Conseil économique et social, que la délégation française a appuyée.

30. Toutefois, dans l'application de la résolution 891 (XXXIV) du Conseil, certains écueils sont à éviter. D'abord, la Deuxième Commission ne peut s'occuper du désarmement que du point de vue de ses conséquences économiques et sociales. Elle n'est pas compétente pour discuter de la question du désarmement lui-même. D'autre part, on aurait tort de penser que toutes les ressources qui seraient libérées par le désarmement seraient consacrées à l'assistance au développement. Les pays devront consacrer une part des économies réalisées sur l'armement à leurs propres besoins prioritaires.

31. Dans le projet de déclaration de l'Union soviétique, la liste des projets à entreprendre dans les pays développés de l'Occident est arbitraire et inacceptable. Ce n'est pas à l'Union soviétique de décider de l'ordre d'urgence à suivre par ces pays. Les consultations recommandées par l'Union soviétique entre le Secrétaire général et les pays en voie de

développement manquent de réalisme et sont prématurées et même dangereuses. Elles pourraient donner naissance à des espoirs injustifiés suivis d'une profonde déception. Le projet de résolution des huit puissances, au contraire, est objectif, réaliste et inspiré par le désir réel d'aider les pays sous-développés. La délégation française votera pour ce projet de résolution, mais elle se demande si le dernier paragraphe du dispositif, au contenu duquel il n'y a rien à redire, est bien à sa place dans ce contexte.

32. M. SELMECI (Hongrie) accueille avec satisfaction les conclusions du Groupe consultatif d'experts nommé en application de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale. L'étude des experts est un document très important parce qu'elle répond aux doutes que certaines délégations avaient exprimés antérieurement concernant l'opportunité d'étudier les conséquences économiques et sociales du désarmement. Les experts ont été unanimes à conclure que la réalisation du désarmement général et complet n'apporterait que des bienfaits à l'humanité tout entière. Ils ont aussi conclu qu'il ne se poserait pas de problèmes très graves au cours de la période de reconversion. En même temps, ils ont souligné que le commerce international profiterait du désarmement, qui permettrait aussi de fournir une assistance supplémentaire aux pays sous-développés.

33. Des deux projets de résolutions dont la Commission est saisie, celui des huit puissances ne fait qu'appuyer la résolution 891 (XXXIV) du Conseil économique et social, alors que le texte de l'Union soviétique va plus loin. Le texte des huit puissances ne fait que recommander de nouvelles études par les gouvernements sur les mesures d'adaptation nécessaires en cas de désarmement; la proposition de l'Union soviétique examine en détail à quelles fins seront utilisées les ressources libérées par le désarmement, quels pays en bénéficieront et dans quelle

mesure. Avant tout, le texte de l'URSS souligne l'effet vital que le désarmement aurait sur les économies des pays sous-développés. En préparant des plans détaillés pour le transfert à ces pays des ressources libérées par le désarmement, l'Organisation des Nations Unies assurerait qu'il n'y aura pas de temps perdu lorsque le désarmement sera finalement réalisé.

34. M. NATORF (Pologne) rappelle que le représentant de l'Australie a critiqué l'interprétation polonaise du projet de déclaration de l'URSS. D'abord, sur la question du moment, il convient de rappeler que les recommandations de l'Union soviétique concernent non pas des projets détaillés, mais la planification en général. Certes, personne ne peut prédire exactement quand le désarmement sera réalisé. Mais le Secrétariat doit s'y préparer, tout comme il se prépare à la création plus ou moins prochaine d'un fonds d'équipement des Nations Unies. Le fait qu'un accord de désarmement n'ait pas encore été signé n'est pas une raison pour ne pas effectuer les travaux préliminaires. Ensuite, il est vrai que les sommes exactes qui seront libérées par le désarmement ne peuvent être évaluées. Néanmoins, si les besoins des pays en voie de développement sont mesurés avec précision, la somme totale que l'on trouvera ne peut manquer d'avoir une influence sur le montant total qui sera rendu disponible pour répondre à ces besoins. Enfin, le représentant de l'Union soviétique a dit tout à fait clairement que c'était aux gouvernements des différents pays qu'il appartenait d'établir leurs ordres de priorité. L'Organisation des Nations Unies a cependant un rôle important à jouer dans le transfert aux pays sous-développés des ressources libérées par le désarmement et doit faire les préparatifs nécessaires. Pour toutes ces raisons, la Pologne continuera d'appuyer le projet de résolution de l'URSS.

La séance est levée à 13 h 5.